

Lettre du lundi 27 juillet 2020

L'EDITO

Un Projet de loi de finances rectificatif qui n'est pas à la hauteur des attentes en outre-mer !

Le Parlement vient d'adopter le troisième collectif budgétaire « d'urgence » depuis le début de la crise avec toujours le même scénario : un projet initial du Gouvernement qui contient des mesures certes importantes mais souvent mal adaptées à certaines réalités locales ; un examen inaperçu en 1^{ère} lecture à l'Assemblée Nationale où les quelques tentatives d'ajustement sont vite balayées d'un revers de main par le Rapporteur général ou le ministre au banc sans arguments sérieux ; un enrichissement souvent notable par le Sénat, mais provisoire, le temps d'un « retour à la case départ » où les quelques avancées obtenues finissent par se fracasser sur le mur du parlementarisme rationalisé en Commission Mixte Paritaire ou en dernière lecture à l'Assemblée nationale.

Ainsi cette fois-ci, exit les tentatives d'amélioration du dispositif d'annulation de charges sociales patronales pour le rendre plus adapté à la dure réalité que vont vivre nos chefs d'entreprises dans les prochaines semaines (prise en compte d'une période d'emploi plus longue pour faire face au défi de la saisonnalité ; ajustement du plan d'apurement des dettes et du dispositif de remises partielles ; intégration de certains secteurs qui seront aussi durablement impactés, comme le BTP, dans les moins de 10 salariés...) ; exit les apports du Sénat sur le bénéfice du taux majoré de réduction d'impôt pour les opérations de rénovation hôtelière réalisées à Saint-Martin (« mesquinerie » pour reprendre le mot du Sénateur Lurel ?), exit les mesures en faveur du logement social pour permettre de débloquer certaines opérations ou en encore en matière de compensation de pertes de recettes pour les collectivités territoriales ultramarines ; exit enfin les mesures de soutien à l'agriculture ultramarine...

Que reste-t-il de mesures "outre-mer" à part une compensation partielle des pertes de recettes des collectivités locales et une adaptation limitée du régime d'exonération de charges pour la Guyane et Mayotte au régime de l'état d'urgence sanitaire ? Peu de choses.

Ou pour le résumer en quelques mots, selon la formule de Pierre Dac, « le Parlement comprend l'Assemblée nationale et le Sénat qui, de leur côté, font de leur mieux pour comprendre ce qu'on leur dit »...

Alors est-ce une fatalité ?

Peut-être pas si l'on observe par exemple la capacité des élus corses à « faire le job », c'est-à-dire à être présents dans les débats, unis pour se battre, pour rassembler autour d'eux des voix, des soutiens (dans l'hémicycle et en dehors) et des votes afin d'obtenir quelques avancées significatives : compensation à hauteur de 215 millions d'euros pour les pertes de recettes pour la Corse (contre 60 millions d'euros Outre-mer) ; prolongation jusqu'en 2023 de leur crédit d'impôt à l'investissement. Sans oublier, il y a quelques années, un FIP (fonds d'investissement de proximité) autrement plus attractif que celui réservé aux DOM. Le résultat est, qu'avant la crise, la Corse était la région française qui enregistrait la plus forte croissance de son PIB depuis 2008. (source : INSEE, juillet 2016)

Le « temps des tempêtes » est devant nous.

Il est plus que temps que nos pouvoirs publics nationaux et locaux en prennent la pleine mesure autrement que par des paroles. Comme le dit un très vieux proverbe tibétain : « *Le bavardage est l'écume de l'eau, l'action est une goutte d'or* ».

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Sébastien Lecornu prévoit des déplacements "assez longs" en Outre-mer

Le ministre des Outre-mer Sébastien Lecornu prévoit des déplacements "assez longs" d'environ une semaine dans chaque territoire ultramarin, à commencer par la Réunion puis les Antilles en septembre. Il dit ne pas vouloir "un plan de relance spécifique outre-mer, mais un plan de relance spécifique par territoire".

https://la1ere.francetvinfo.fr/sebastien-lecornu-prevoit-deplacements-assez-longs-outremer-855036.html?fbclid=IwAR3loInH0Gn4Un3Pyw0U6ZDTX4ixXSr4O5zK-7wF2mjCODfaGQPRT3_LGW8

Parution du décret qui relève le seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées

Dans un objectif annoncé de relance de l'économie et de lutte contre le gaspillage alimentaire, Bruno Le Maire ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, Sébastien Lecornu ministre des Outre-Mer, Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée à l'Industrie, et Alain Griset, ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises ont signé un décret visant à faciliter temporairement la conclusion de marchés publics dans deux secteurs économiques prioritaires : la fourniture de denrées alimentaires dans la restauration collective et les travaux publics.

<http://www.outre-mer.gouv.fr/communique-de-presse-parution-du-decret-qui-releve-le-seuil-de-dispense-de-procedure-pour-les>

L'ancien préfet de Martinique, Franck Robine, quitte la Corse pour Matignon

Il devrait rejoindre Matignon, pour y exercer des fonctions de conseiller auprès du Premier Ministre. Il pourrait être plus particulièrement en charge des questions de police, d'immigration et de renseignement.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/politique/l-ancien-prefet-de-martinique-franck-robine-quitte-la-corse-pour-matignon-557279.php>

Le plan de relance figurera dans le budget 2021, annonce Bruno Le Maire

Le plan de relance économique, qui sera présenté à la fin du mois d'août, figurera dans le projet de loi de finances pour 2021, texte adopté en fin d'année au Parlement. Le PLF2021, quant à lui, devrait être présenté à l'Assemblée Nationale le 12 octobre prochain.

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/le-plan-de-relance-figurera-dans-le-budget-2021-annonce-bruno-le-maire-183874>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

PLFR 3 : accord en commission mixte paritaire et adoption définitive au Parlement

Concernant l'outre-mer, les principales améliorations se concentrent sur l'article 18. A ce titre, il est à retenir que les périodes d'emploi prévues aux 1° et 2° du présent I s'étendent du 1^{er} février 2020 jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel l'état d'urgence sanitaire prend fin pour les territoires de la Guyane et Mayotte. En outre, le Gouvernement devra fournir dans un délai de deux mois, un rapport sur les dispositifs mis en œuvre par l'article.

Les articles sur le taux de réduction d'impôt réajusté à Saint-Martin, sur l'augmentation des quotas PLS, sur l'augmentation du plafond du crédit d'impôt outre-mer en faveur des opérations de démolition-reconstruction, sur les mécanismes de suramortissement fiscal visant à accompagner le renouvellement des flottes automobiles, pour les navires et les avions ainsi que le crédit d'impôt à la numérisation des PME notamment n'ont pas été maintenus.

Concernant l'embauche des jeunes de moins de 26 ans, les parlementaires des deux chambres sont en revanche revenus au dispositif proposé initialement par le gouvernement avec une "réduction du coût du travail" pour les entreprises à hauteur de 4.000 euros par an, jusqu'à 1,6 Smic.

Commentaire FEDOM : De nombreuses améliorations du texte avaient été votées lors de l'examen du texte au Sénat. Il est, dès lors, assez regrettable que ces modifications qui sont nécessaires à la survie nos économies ultramarines n'aient pas été retenues lors de la CMP. Il apparaît désormais essentiel qu'un message de soutien fort soit intégré au PLF 2021.

La FEDOM tient à féliciter les parlementaires corses qui ont réussi le tour de force d'obtenir les avancées nécessaires pour leur territoire (prorogation du crédit d'impôt corse et compensation des pertes de recette de la collectivité).

Les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020, rapport de la délégation sénatoriale à l'outre-mer

Pour cerner ces enjeux multiples pour les six régions ultrapériphériques (RUP) et les six pays et territoires d'outre-mer (PTOM) français, la délégation a organisé une dizaine de réunions plénières, trois visioconférences et un déplacement à Bruxelles, ce qui lui a permis d'entendre une quarantaine de personnalités et de recueillir leurs points de vigilance concernant la situation des outre-mer.

De ces travaux sont issues 30 propositions qui s'articulent autour de 3 axes :

- défendre un équilibre budgétaire plus favorable aux RUP et PTOM dans le cadre du prochain cadre financier 2021-2027 et du plan de relance économique de l'Union européenne ;
- lever les incertitudes sur la pérennisation des dispositifs fiscaux propres aux outre-mer avant la fin 2020 ;
- mieux faire entendre la voix des outre-mer auprès des institutions françaises et européennes.

<http://www.senat.fr/rap/r19-651/r19-651.html>

Une mission parlementaire sur l'extinction de l'Indemnité temporaire de retraite

Les députés Nicole Sanquer, Stéphanie Atger et Philippe Dunoyer, ont été nommés co-rapporteurs sur la mission d'information sur l'extinction de l'indemnité temporaire de retraite (ITR), au nom de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale.

<http://outremers360.com/politique/une-mission-parlementaire-sur-l-extinction-de-l-indemnite-temporaire-de-retraite/>

Coronavirus : Gabriel Serville regrette l'"impréparation et amateurisme" autour des tests obligatoires pour voyager Outre-mer

Dans une lettre adressée aux ministres des Outre-mer et des Transports, le député de Guyane alerte sur "le chaos consécutif à (...) l'obligation" de présenter un test virologique négatif avant l'embarquement pour les vols à destination des Outre-mer.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/coronavirus-manque-anticipation-impreparation-amateurisme-gabriel-serville-denonce-obligation-etre-teste-aller-outremer-855938.html>

Le Sénateur Georges Patient interpelle le Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire en Guyane

Lors des questions orales au Gouvernement, le Sénateur de Guyane Georges Patient a réclamé des moyens durables et permanents pour répondre aux problèmes sanitaires qui demeurent sur le territoire guyanais.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/senateur-georges-patient-interpelle-gouvernement-gestion-crise-sanitaire-guyane-855172.html>

Activité de la Délégation aux outre-mer pendant la pandémie

http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/activite_delegation_outre-mer_pandemie

Guyane : Audition des élus et représentants de l'État par la délégation aux Outre-mer sur la situation sanitaire et économique

Alors que Comité Territorial scientifique se réunissait le même jour afin de faire le point sur l'épidémie de Covid-19 en Guyane, Rodolphe Alexandre, président de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) participait lundi 20 juillet 2020 à une réunion de la Délégation aux Outre-mer en visioconférence. Présidée par le Député Oliver Serva, l'audition des principaux acteurs de la crise sanitaire et économique en Guyane était à l'ordre du jour.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/delegation-aux-outre-mer-auditionne-representants-etat-elus-situation-sanitaire-economique-guyane-854856.html>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Alexandre Rochatte nommé préfet de Guadeloupe

Alexandre Rochatte, jusqu'ici Préfet de la Meuse, a été nommé préfet de la Guadeloupe en remplacement de Philippe Gustin, devenu directeur cabinet du Ministre des Outre-mer Sébastien Lecornu.

https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/alexandre-rochatte-nouveau-prefet-guadeloupe-855704.html?fbclid=IwAR3kGK-88NMxb4yld1wnsEzc-X6891v_9Oviz3rLTHzgUHNNjIHvbUVn6yk

La Polynésie Française pourrait bénéficier d'un 2e prêt garanti par l'Etat de 25 milliards

Le président Edouard Fritch a indiqué que le nouveau ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, lui a apporté l'assurance qu'une seconde tranche de prêt garanti par l'Etat de l'ordre de 25 milliards pourra être octroyée au Pays.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/economie/le-pays-pourrait-beneficier-dun-2e-pret-garanti-par-letat-de-25-milliards/>

Le gouvernement de la Polynésie présente un 3ème collectif budgétaire à plus de 315 millions d'euros

Ce collectif budgétaire n°3, qui s'élève, en dépenses réelles (hors écritures d'ordre), à 37,592 milliards Fcfp (315 020 960 millions d'euros), dont 22,784 milliards Fcfp en fonctionnement et 14,808 milliards Fcfp en investissement, est financé par un prêt contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) garanti par l'Etat d'un montant de 28,640 milliards Fcfp, par les réserves budgétaires cumulées et des redéploiements de crédits, indique la présidence de la Polynésie dans son communiqué.

<http://outremers360.com/politique/le-gouvernement-de-la-polynesie-presente-un-3eme-collectif-budgetaire-a-plus-de-315-millions-deuros/>

Économie bleue : la Polynésie poursuit son projet de « zone biomarine » à Tahiti

Le gouvernement de la Polynésie française a fait le point sur l'avancée de la « zone biomarine » de Faratea, dans la commune de Tairapu-Est. Un projet lancé voilà déjà quatre ans, et qui doit participer à l'émergence d'un « grenier bleu » sur la Presqu'île de Tahiti, en y développant l'élevage aquacole et des activités qui peuvent y être liées.

<http://outremers360.com/economie/economie-bleue-la-polynesie-poursuit-son-projet-de-zone-biomarine-a-tahiti/>

La collectivité de Saint-Pierre et Miquelon met la main à la poche pour relancer l'économie du territoire

La collectivité a déboursé 400 mille euros sous forme de chèques cadeaux pour relancer l'économie locale impactée par la crise de la COVID 19.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/saintpierremiquelon/collectivite-met-main-poche-relancer-economie-du-territoire-855660.html>

En Nouvelle-Calédonie, les vols internationaux réguliers restent suspendus

Les vols réguliers internationaux au départ et à destination de la Nouvelle-Calédonie resteront suspendus au moins jusqu'au 24 octobre. Cette mesure doit permettre à la Nouvelle-Calédonie de continuer à maîtriser ses frontières dans le but de limiter le risque d'introduction du coronavirus.

<https://gouv.nc/actualites/21-07-2020/les-vols-internationaux-reguliers-restent-suspendus>

Polynésie : le délégué territorial de l'Office française de la Biodiversité installé

Franck Connan a pris ses fonctions en qualité de délégué territorial de l'Office français de la Biodiversité (OFB) en Polynésie française, indique un communiqué du Haut-commissariat de la République en Polynésie.

<http://outremers360.com/politique/polynesie-le-delegue-territorial-de-loffice-francaise-de-la-biodiversite-installe/>

DU COTE DU CONSEIL D'ETAT

Remboursement des voyages annulés : le Conseil d'Etat déboute deux associations de consommateurs

Le Conseil d'Etat a rejeté le recours des associations de défense des consommateurs UFC Que Choisir et CLCV contre l'ordonnance autorisant les voyagistes à proposer un avoir, et non un remboursement, aux clients dont le séjour a été annulé en raison de la pandémie de coronavirus.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/remboursement-voyages-annules-conseil-etat-deboute-deux-associations->

DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPEENNE

Plan de relance et budget européen

Le montant global du cadre financier pluriannuel (CFP) a été arrêté à 1 074.3 Milliards d'euros, montant légèrement inférieur à la proposition formulée par la commission en février dernier et aux 1 082 Milliards du CFP 2014-2020. Dans le cadre des négociations à Bruxelles, la France a porté avec force des demandes spécifiques pour les territoires d'outre-mer qui ont été entendues et actées. Pour ces derniers, cet accord comporte des avancées majeures : ils figurent parmi les principaux bénéficiaires du budget de l'UE.

Lire la note FEDOM : <https://fedom.org/wp-admin/post.php?post=14508&action=edit>

Accéder à l'intégralité des conclusions : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/07/21/european-council-conclusions-17-21-july-2020/>

Appel à projets "Fonds Pacifique" 2020

Un appel est lancé par le Secrétariat permanent pour le Pacifique, destiné à sélectionner des projets susceptibles d'être subventionnés, en 2020, par le « Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique », dit Fonds Pacifique (FP). Les projets sélectionnés contribuent à l'insertion régionale des collectivités françaises : la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les îles Wallis-et-Futuna.

<https://au.ambafrance.org/Appel-a-projets-Fonds-Pacifique-2020>

Les présidents des RUP adoptent une déclaration commune

Mercredi 15 juillet dernier, une réunion virtuelle des présidents des RUP s'est tenue, présidée par Mayotte. Face à l'urgence de la crise sanitaire actuelle, cette réunion a plaidé pour un accord politique qui entérine un paquet global ambitieux pour la relance économique et la résilience de l'Union Européenne avec une réponse adaptée aux régions ultrapériphériques. Mayotte et la Guyane restent en effet en état d'urgence sanitaire jusqu'en octobre prochain.

https://lejournaldemayotte.yt/2020/07/20/les-presidents-des-rups-adoptent-une-declaration-commune/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=les-presidents-des-rups-adoptent-une-declaration-commune

VIE DE LA FEDOM

AGENDA FEDOM

L'Assemblée Générale de la FEDOM est reportée au mercredi 14 octobre 2020 de 16H00 à 19H00. Les réunions des commissions thématiques se tiendront les jours précédents (les 12 et 13 octobre).

Lien vers le formulaire d'inscription : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfzTW9_EyURgL6s37zMnnXemdM5xem9OydGKMEwWduRSSxAA/viewform?vc=0&c=0&w=1

Calendrier complet :

Vendredi 9 OCTOBRE 2020

14H00 heure de Paris : réunion du Bureau de la FEDOM – en visioconférence

Lundi 12 OCTOBRE 2020

14H00 : Commission Economie verte et bleue – Lieu : FEDOM (11 rue de Cronstadt Paris 15) + visioconférence

15H30 : Commission BTP-Logement - Lieu : FEDOM (11 rue de Cronstadt Paris 15) + visioconférence

MARDI 13 OCTOBRE 2020

9H30 : Commission TOURISME – Lieu : FEDOM (11 rue de Cronstadt Paris 15) + visioconférence

10H45 : Commission Economique et fiscale – Lieu : FEDOM (11 rue de Cronstadt Paris 15) + visioconférence

AU NEW CAP EVENT CENTER – ASSISES ECONOMIQUES DES OUTRE-MER – Lieu : New Cap Event Center - 3, Quai de Grenelle Paris 15^{ème}

13H45 : Discours d'ouverture

14H00 – 18H00 : Assises économiques des Outre-mer

Les adhérents de la FEDOM qui souhaitent participer aux Assises doivent demander leur badge d'accès gratuit à ilegrade@fedom.org copie skaram@fedom.org

(La FEDOM, partenaire des AEOM a en effet négocié la gratuité des 2 journées de travaux pour ses membres).

MERCREDI 14 OCTOBRE 2020

8H30 – 16H00 : Assises Economiques des Outre-mer - Lieu : New Cap Event Center - 3, Quai de Grenelle Paris 15^{ème}

16H15 – 19H00 : AG de la FEDOM - Lieu : New Cap Event Center - 3, Quai de Grenelle Paris 15^{ème}

Etude d'impact du Covid-19 dans le secteur du tourisme outre-mer

Afin de mesurer au mieux les impacts économiques du Covid-19 sur les entreprises ultramarines du secteur du tourisme, nous avons élaboré un questionnaire que nous vous encourageons vivement à remplir et à diffuser massivement auprès de vos adhérents et ou de vos contacts :

<https://bit.ly/2X105Zt>

Vos réponses à ces diverses questions nous permettront **de mieux appréhender et donc de mieux défendre les difficultés rencontrées par l'ensemble du secteur touristique des Outre-mer.**

Afin de permettre à l'ensemble des entreprises concernées de pouvoir remplir ce questionnaire, ce dernier a été adapté aux COM du Pacifique.

RAPPORTS, ETUDES, AVIS

Comment le confinement a bouleversé l'économie de la Polynésie Française

Dans sa dernière étude, l'IEOM montre l'impact brutal du confinement de six semaines sur l'économie polynésienne et notamment sur la consommation. Globalement, les entreprises se sont endettées pendant que les ménages ont épargné.

Commentaire FEDOM : La Polynésie sera sûrement l'un des territoires les plus durement touchés par la crise économique du fait de son économie basée sur le tourisme. Il est essentiel désormais que l'Etat se tiennent aux côtés des décideurs locaux pour travailler à des mesures de soutien pour relancer l'économie polynésienne et éviter son effondrement.

https://www.tahiti-infos.com/Comment-le-confinement-a-bouleverse-l-economie-du-fenua_a192858.html

VIE DES ADHERENTS

Air Austral sort définitivement du capital d'Air Madagascar

Comme annoncé depuis quelques mois, les compagnies Air Austral et Air Madagascar ont signé le 21 juillet 2020 un protocole d'accord entérinant la sortie définitive d'Air Austral du capital d'Air Madagascar.

http://outremers360.com/economie/air-austral-sort-definitivement-du-capital-dair-madagascar/?fbclid=IwAR3y3DoL4ly1ILQH1P_L0JmIQ1jly-SohFgT1AuGOVieqztm_jw7uh4wvXA

CCIR : plus de 1000 places disponibles dans 250 entreprises

La Chambre des Commerces et de l'Industrie de La Réunion a dévoilé sa nouvelle campagne de formation. Cela a été l'occasion de faire le point sur les perspectives de recrutement, les enjeux de la formation et l'insertion des jeunes en cette période de crise inédite. Le président de la CCI Ibrahim Patel a annoncé que plus de 1000 contrats d'apprentissage étaient disponibles dans 250 entreprises.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2020/07/23/contrat-d-apprentissage-cci-plus-de-1000-places-disponibles-dans-250-entreprises,122138.html>

L'UDE-MEDEF prône le "consommer local"

Privilégier le "consommer local". C'est en effet le projet ambitieux porté par l'UDE-MEDEF, qui a organisé une conférence de presse dans ses locaux à Jarry pour présenter les différents projets portés par le syndicat patronal et notamment la campagne "Consomé péyi". L'UDE-MEDEF souhaite impulser cette nouvelle dynamique pour tenter de sauvegarder l'économie et l'emploi local durement impactés par le confinement.

<https://www.rci.fm/quadeloupe/infos/Societe/LUDE-MEDEF-prone-le-consommer-local>

Le Medef PF salue le choix du gouvernement de faire du BTP le moteur de la relance à court terme

Le Medef Polynésie salue dans son édito la "prise de conscience des difficultés que rencontre le BTP et le choix du gouvernement d'en faire le moteur de la relance à court terme", et la réinstauration, à sa demande, de l'Observatoire du BTP.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/societe/le-medef-salue-le-choix-du-gouvernement-de-faire-du-btp-le-moteur-de-la-relance-a-court-terme/>

Tourisme : en Polynésie, le « Paul Gauguin » reprend le large

Après quatre mois d'interruption liée à la crise du Covid-19, le navire de croisière Paul Gauguin, basé en Polynésie, a repris le large ce samedi 18 juillet. À son bord, 146 passagers uniquement locaux.

<http://outremers360.com/economie/tourisme-en-polynesie-le-paul-gauguin-reprend-le-large/?fbclid=IwAR1Vgslz6pmfetxI1Mdozw-ziwCWA9VP4dS4s1C7NGD7B-Ec9ybM6txrA2k>

VIE DES PARTENAIRES

Sébastien Camus président du cluster maritime de La Réunion

Sébastien Camus, patron du groupe Réunioner, a été élu président du cluster maritime de La Réunion, le vendredi 3 juillet, en remplacement de Maurice Cérésola, décédé le 28 mars.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/divers/36983-sebastien-camus-president-du-cluster-de-la-reunion>

Commentaire FEDOM : La FEDOM félicite Monsieur Camus pour son élection.

BREVES

Une campagne touristique qui rapporte 100 millions de francs Pacifique en Nouvelle Calédonie

Après deux mois de promotions et d'offres exclusives, Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud dresse le bilan de campagne qui a généré 100 millions de chiffres d'affaires. Plus de 62 000 internautes se sont rendus sur la plateforme de réservation en ligne pour profiter de bons d'achats et de packages valables dans près de vingt communes de la province sud. Parmi les différentes offres touristiques, le poste hébergement est celui pour lequel les Calédoniens ont le plus dépensé. Il représente 47 % des ventes, suivi des loisirs (24 %), puis la restauration et le transport.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/campagne-touristique-qui-rapporte-100-millions-855546.html>

Pas de croisière aux Antilles françaises avant le 31 octobre

Le démarrage de la prochaine haute saison croisière aux Antilles françaises reste en suspens au moins jusqu'au 30 octobre, date d'expiration du décret du 10 juillet précisant les mesures générales pour faire face à l'épidémie de covid-19.

https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/37020-pas-de-croisiere-aux-antilles-francaises-avant-le-31-octobre?utm_source=neolane_fid&utm_medium=email&utm_campaign=lemarin_nl_quotidienne

Le congrès de l'Union sociale pour l'habitat (USH) reporté en 2021

Du fait de l'évolution de la situation sanitaire, l'Union sociale pour l'habitat (USH) n'est plus autorisée à tenir son congrès à la date initialement prévue. Le tout est reporté à septembre 2021, à Bordeaux.

https://www.batiactu.com/edito/congres-union-sociale-habitat-ush-reporté-2021-59974.php?MD5email=bd722f7df73b541a25935210ca505c8e&utm_source=news_actu&utm_medium=edito&utm_content=article

La Fédération calédonienne du BTP veut « une politique de relance »

« La crise de la Covid-19 a eu pour impact de renforcer la situation dégradée dans laquelle se trouvait déjà le secteur de la construction », alerte la Fédération calédonienne du bâtiment et des travaux publics (FCBTP). « Les professionnels du BTP sont toujours dans l'attente d'un redémarrage pour entrevoir l'avenir et de pouvoir conserver leurs effectifs et maintenir leurs investissements. »

<https://www.lnc.nc/breve/la-federation-caledonienne-du-btp-veut-une-politique-de-relance>

Bora Bora : une destination qui se veut "covid prepared"

A Bora Bora, toute la population porte le masque. Un moyen de rassurer les touristes et de faire de l'île une destination en capacité de maîtriser la propagation du virus.

https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/bora-bora/bora-bora-destination-qui-se-veut-covid-prepared-854468.html?fbclid=IwAR3tO5I_ZxK-ZR2H33hu6k9U-90XZjYBrYhh8DiKlpJAQkpYB6VnrZacMkQ

Wallis et Futuna: Création d'un « campus connecté »

Wallis et Futuna aura bientôt sur son territoire une université pas comme les autres. La candidature au projet « Campus Connecté » ayant été validé, les étudiants ne pouvant pas quitter le territoire pourront suivre des cursus universitaires à distance via cette université numérique.

<http://outremers360.com/societe/wallis-et-futuna-creation-dun-campus-connecte/?fbclid=IwAR0hmJZMpPCwhZVmK0m1j704FfuWI6hHP8XfOOifBnx0rulbHnLaPxZpf98>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 21.07.2020

- Arrêté du 17 juillet 2020 portant délégation de signature (cabinet du ministre des outre-mer)
- Arrêté du 10 juillet 2020 portant nomination au cabinet du ministre des outre-mer

JO du 22.07.2020

- Arrêté du 7 juillet 2020 portant délégation de signature (bureau du cabinet du ministre des outre-mer)
- Arrêté du 16 juillet 2020 portant nomination de Madame Jennifer PIZZICARA au cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises

JO du 23.07.2020

- Arrêté du 29 juin 2020 portant extension de l'application de dispositions réglementaires relatives à la sûreté portuaire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna
- Décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin - M. ROCHATTE (Alexandre)
- Décision n° 2020/87/FONDS EUROPÉEN POUR LES AFFAIRES MARITIMES ET LA PÊCHE (FEAMP)/1 du 1er juillet 2020 relative à la proposition de règlement relative au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)
- Décision n° 2020/78/PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL PAC/8 du 1er juillet 2020 relative au plan stratégique national (PSN) pour la politique agricole commune (PAC)

JO du 27.07.2020

Décret du 26 juillet 2020 relatif à la composition du Gouvernement

Sont nommés secrétaires d'Etat et participent au conseil des ministres pour les affaires relevant de leurs attributions :

- Au près du Premier ministre :

Mme Sophie CLUZEL, chargée des personnes handicapées ;

- Au près du ministre de l'Europe et des affaires étrangères :

M. Jean-Baptiste LEMOYNE, chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie ;

M. Clément BEAUNE, chargé des affaires européennes ;

- Au près de la ministre de la transition écologique :

Mme Bérangère ABBA, chargée de la biodiversité ;

- Au près du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports :

Mme Nathalie ELIMAS, chargée de l'éducation prioritaire ;

Mme Sarah EL HAIRY, chargée de la jeunesse et de l'engagement ;

- Au près du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales :

M. Cédric O, chargé de la transition numérique et des communications électroniques ;

- Au près du ministre de l'économie, des finances et de la relance :

Mme Olivia GREGOIRE, chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable ;

- Au près de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion :

M. Laurent PIETRASZEWSKI, chargé des retraites et de la santé au travail ;

- Au près de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales :

M. Joël GIRAUD, chargé de la ruralité ;

- Au près du ministre des solidarités et de la santé :

M. Adrien TAQUET, chargé de l'enfance et des familles.